



LA RÉAPPROPRIATION DE L'ARGENT, UNE DIMENSION ESSENTIELLE DE LA RÉAPPROPRIATION DE L'ALIMENTATION ?

Guillaume Lohest & Dominique Parizel - décembre 2014
NATURE & PROGRÈS - 520 rue de Dave 5100 Jambes

SOMMAIRE :

INTRODUCTION

CHAPITRE 1 – SUR LE TERRAIN : UNE MONNAIE LOCALE EN GAUME

CHAPITRE 2 - COMMENT SE CRÉE UNE MONNAIE LOCALE ?

CHAPITRE 3 - COMMENT STIMULER LA NAISSANCE DE MONNAIES AU SERVICE DU CITOYEN ?

CHAPITRE 4 - FACE À LA CRISE, LA DIVERSITÉ DES MONNAIES

BIBLIOGRAPHIE

CONCLUSION - VERS UNE MONNAIE VALÉRIANE ?

INTRODUCTION

Que *Nature & Progrès*, chantre de l'agriculture biologique, consacre une étude entière aux monnaies locales peut, de prime abord, sembler étrange. Pourtant, si l'on entend se réapproprier son alimentation, quoi de plus évident que de chercher avant tout à se réapproprier l'argent qui la paie. Car, à nous qui voulons penser local, il semble assez logique d'observer l'ensemble des initiatives qui convergent avec les nôtres, même si ce sont d'autres petites banalités du quotidien qu'elles nous invitent à se réapproprier. Les monnaies locales n'ont-elle pas pour fonction première de relocaliser l'activité économique et l'emploi ? Ou à tout le moins, pour commencer, d'éveiller les consciences à ces impératifs ? Relocaliser, ce thème n'a rien d'étranger à notre association...

Nous traversons une crise. Mais quelle crise ? Depuis la parution de "*La décroissance heureuse*", le livre de Maurizio Pallante que nous avons eu le bonheur d'éditer, nous n'avons eu de cesse de parler résilience. Combien de fois n'avons-nous pas cherché à démontrer que *Nature & Progrès* défend, depuis ses débuts, des valeurs et des pratiques à l'exact opposé de celles qui ont conduit l'Europe à la crise économique, écologique et sociale que nous vivons ? Oserions-nous prétendre à nos amis grecs que la monnaie n'a aucun rôle à jouer là-dedans ? Mieux encore : l'état de l'agroalimentaire mondial dont nous dénonçons le moindre couac - dioxine ou viande de cheval - ne serait-il pas davantage imputable au modèle économique globalisé qu'aux évolutions techniques ou aux choix douteux de certains agriculteurs ? A quoi pourrait rimer de remettre à flot le modèle agricole au sein d'un modèle économique et monétaire qui, depuis 2008 et sans doute bien avant, prend l'eau de toute part ? Mais alors ? Ce serait bien de décroissance dont nous parlons ? Et c'est bien un autre modèle de société que nous cherchons. Et, en pratique, qu'est-ce que cela donne ? Des initiatives collectives exaltantes et généreuses telles que jardins partagés, co-voiturage, ceintures alimentaires, repair-cafés, chantiers participatifs, donneries, villes en transition, monnaies locales... Il était vraiment grand temps que les monnaies locales entrent dans notre champ d'investigation.

Dans notre précédente étude, intitulée "*La question du prix au cœur de la relation producteurs / consommateurs*", nous cherchions à lister pour les mettre en système l'ensemble des paramètres qui jouent un rôle dans la construction du prix des denrées agricoles. Parmi eux, et cela a pu surprendre, nous citons l'intérêt d'adopter des monnaies locales, condamnant la monoculture intensive de la monnaie qui n'a qu'un seul but : favoriser le volume global des échanges au détriment de leur nature et de leur qualité. Mais comment rendre populaire une monnaie locale et complémentaire ne fonctionnant qu'en circuit court et exclusivement chez des prestataires soigneusement triés sur le volet ? Comment généraliser leur usage dans un contexte d'échange de denrées alimentaires ?

Objectif et démarche d'enquête

La présente étude a pour objectif de présenter l'intérêt théorique des monnaies locales, de le confronter aux réalités concrètes de terrain, en observant particulièrement – mais non exclusivement – le cas des produits alimentaires. La démarche de recherche part donc du terrain, sous le mode d'une enquête, pour se prolonger avec l'interview de personnes-ressources et des réflexions plus larges, à l'échelle sociétale. La monnaie locale qui existe en Gaume, *L'épi lorrain*, constituera ainsi un exemple concret dans notre étude. Nous l'observerons d'abord de manière neutre, en témoin extérieur (chapitre 1), puis nous entrerons dans un dialogue avec l'une de ses fondatrices (chapitre 2). Le point de vue de la création d'une monnaie locale en général sera abordé avec Antoine Attout, du *Réseau Financement*

Alternatif (chapitre 3). Nous terminerons le parcours avec un regard global sur l'intérêt des monnaies locales en temps de crise (chapitre 4). La démarche part donc du très particulier, du cas spécifique local (l'épi lorrain en Gaume) pour aller vers le niveau le plus général.

Note : ce chapitre est présenté sous la forme d'un reportage de terrain. Il s'agit ici de se situer dans l'œil d'un observateur neutre, qui se pose des questions de base sur une monnaie locale. Comment ça marche, et d'abord : est-ce qu'il y a bien une monnaie en circulation, que sert-elle à acheter ? Les commerçants l'acceptent-ils réellement ? C'est une prise de température, une entrée par le vif du sujet, à la manière journalistique.

L'*épi lorrain* est une monnaie locale qui circule en Gaume depuis juin 2012. Environ septante prestataires - commerçants, artisans, associations -, situés essentiellement autour de Virton, Florenville et Arlon, acceptent l'épi. Favoriser une économie plus juste, plus locale et plus durable, conscientiser les citoyens aux enjeux liés à la finance, inviter le gouvernement wallon à s'intéresser aux monnaies complémentaires : tels sont les objectifs de l'association qui a lancé ce projet. Qu'est-ce donc que cette monnaie ? Reportage sur le terrain.

J'avais entendu et lu pas mal de choses sur les monnaies locales. Des articles, des livres, des vidéos. Très théorique, tout cela... J'écoutais les opinions des gens sur ce phénomène. Enthousiastes : "c'est trop génial". Synthétiques : "ça favorise le commerce local en somme". Sceptiques : "j'ai entendu dire comme quoi ça n'était pas pratique" et, comme d'habitude, "à ce qu'il paraît ce serait plutôt un truc de bobos". Rien de nouveau sous le soleil. J'ai donc emporté un appareil photo, un enregistreur et un bloc-notes, et je suis allé me rendre compte par moi-même. Direction, la Gaume. Objectif, rencontrer les acteurs de l'*épi lorrain*, la monnaie locale du coin, et sentir toutes les nuances, tout le relief du projet. Bien scotchées dans ma caboche, deux questions très simples :

1) peut-on vraiment acheter des choses utiles avec ces épis - ou bien les commerçants vont-ils me rire au nez ?

2) à quoi ça sert ?

Après une petite recherche sur le site Internet de l'asbl L'épi lorrain, mon programme est fixé. C'est le mardi 22 octobre que j'ai rendez-vous avec la fameuse monnaie locale. Sous le soleil.

Etape 1, Florenville. 10h15, trente euros deviennent trente épis

L'aventure commence chez *Dame Nature*, un petit magasin de diététique sur la place de Florenville. Concentré de parfums d'herbes aromatiques, d'épices diverses, *Dame Nature* fait office de comptoir de change, c'est-à-dire un lieu où l'on peut se procurer des épis. Passage obligé pour moi qui n'ai que des euros en poche. Le change s'avère être une opération toute simple. 30 euros égale 30 épis, sans autre formalité. Mais d'où viennent ces épis ?

"En tant que comptoir de change, explique Christine, je peux échanger des euros contre des épis et inversement, auprès de l'asbl L'épi lorrain. C'est ainsi que j'ai constitué mes premières réserves d'épis. Actuellement, j'ai davantage d'épis qui entrent que d'épis qui sortent. Je devrais les utiliser dans d'autres commerces qui les acceptent, mais je ne sors pas beaucoup. J'ai donc des épis qui s'accumulent..."

Cela veut-il dire qu'à Florenville, peu de personnes se fournissent en épis ? "Il faut avouer que certains habitants restent méfiants vis-à-vis du projet. Cela touche à l'argent, une affaire très personnelle. Moi qui suis diététicienne, j'ai déjà remarqué que les gens n'aiment pas

qu'on s'occupe de leur façon de gérer leur alimentation. Pour l'argent, ce doit être encore pire. Mais j'ai quand même deux ou trois clients fidèles qui paient chaque semaine en épis, et d'autres qui le font ponctuellement."

Quel est l'intérêt, pour le magasin, de participer à ce système ? Cela entraîne-t-il des complications dans le fonctionnement quotidien ? Christine et Virginie, sa collègue, répondent de concert. "Ça ne nous dérange pas du tout, c'est même très simple. On ne demanderait pas mieux que cela prenne de l'ampleur, d'ailleurs. Notre motivation principale, pour l'instant, est de soutenir l'initiative. Nous sommes prêtes à expliquer le projet aux clients..."

Ma question numéro 1 refait surface : peut-on vraiment acheter des choses utiles avec ces épis ? Là, j'ai une petite faim. Un jus d'orange et quelques galettes bio enrobées de chocolat feront l'affaire. Total ? 6,30 épis. J'en donne 10, Christine me rend 3 épis et 70 centimes d'euros. Il n'y a pas de petite monnaie en épis. Puisque le but n'est pas de remplacer l'euro, les deux devises coexistent sans problème. Pratique. Je sors de chez *Dame Nature*. Christine me rattrape.

"J'ai oublié de vous signaler quelque chose qui me semble important... Certains clients disent qu'ils ont l'impression de jouer au *Monopoly*. Comme si les épis étaient un peu plus sympas que les euros, malgré leur équivalence. Il y a quelque chose de plus humain dans cette monnaie. Nous avons rencontré les personnes qui portent le projet, nous connaissons les objectifs, nous savons d'où ça vient et où ça va. Ce n'est pas comme avec l'euro, sur lequel on n'a aucune maîtrise..."

10 h 45, le *Club de la BD* est fermé

En venant en Gaume, j'avais aussi un petit projet personnel. J'avais épinglé, à Florenville, un magasin de bandes dessinées d'auteurs régionaux. Je m'étais dit : chiche que j'achète la dernière BD de Servais en épis lorrains... Cela concerne de près, en fin de compte, ma question numéro 1. Manque de chance, le *Club de la BD* est fermé le mardi. Au passage, je remarque sur la porte une affiche pour un débat sur la spéculation alimentaire. Parmi les organisateurs, je vous le donne en mille, l'asbl L'Épi lorrain. Il n'y a pas que la monnaie qui circule en Gaume.

11 h, du pâté aux échalotes pour 2 épis

À côté du *Club de la BD*, la boucherie Romain. Je n'avais pas programmé cette visite mais à nouveau, la même affiche sur la porte de la boutique retient mon attention. Et deux inscriptions, en grand : « Ici, on accepte l'épi lorrain ». J'entre. Après avoir passé ma commande - un pâté maison aux échalotes -, je sors deux épis et j'explique quel bon vent m'amène dans la région. Tout en servant les clients suivants, la dame me livre quelques impressions.

"Ça n'accroche pas encore tout à fait mais j'ai tout de même quelques paiements réguliers en épis. Je crois que les démarches à faire pour se les procurer freinent quelque peu les gens. Peut-être que s'ils recevaient une partie de leur salaire dans la monnaie locale, ça favoriserait son utilisation... En tout cas, nos contacts sont excellents avec les porteurs du projet. Ils ont maintenant deux animateurs qui passent régulièrement. Ils m'ont suggéré de proposer de rendre la monnaie en épis à des clients qui paient en euros, de leur expliquer le principe. Mais je ne peux pas non plus imposer cela aux gens, cela reste délicat."

Une question pratique me brûle les lèvres. Et pour la comptabilité, ce n'est pas ennuyeux ?
"Pas du tout, réplique-t-elle. Les épis sont là dans ma caisse, ce n'est pas contraignant. Je n'ai pas toujours le réflexe d'avoir des épis sur moi, mais j'en ai déjà utilisé pour faire des achats chez d'autres commerçants..."

Je ne m'attarde pas, car il y a du monde à servir. Tous ces gens écoutent notre conversation, certains sourient. Malheureusement, je n'ai pas le temps de leur demander ce qu'ils pensent de l'épi, j'ai d'autres commerces à visiter.

11 h 20, chez l'opticien

J'avais prévenu le magasin *Ophill* que je passerais. Un employé m'accueille. Il m'explique sans détour que, pour l'instant, c'est essentiellement par soutien à la démarche qu'ils acceptent les épis.

"Étant donné les sommes élevées d'achats, c'est compliqué pour les gens. Une fois, un client a payé la totalité en épis, plusieurs centaines d'euros. Le problème pour nous est ensuite d'écouler ces épis."

Je glisse que j'ai entendu parler d'un comptable de la région qui verse une partie du salaire de ses employés en épis - ndlr, SCFG à Meix-devant-Virton.

"Non, ici, ce n'est pas le cas. Mais par contre, les personnes qui travaillent ici jouent le jeu. Nous utilisons l'*épi lorrain* à titre personnel. Commercialement aussi, pour nous, c'est positif de montrer qu'on participe au projet. Et sur le fond, on adhère vraiment au système parce qu'on trouve que c'est bien pour la région. Une monnaie qui favorise la solidarité entre commerçants locaux, c'est très bienvenu !"

Je lui demande de m'excuser car je ne vais pas pouvoir lui acheter de lunettes. Il sourit et ajoute : "on nous a parlé de la possibilité d'installer un système de paiement électronique pour l'épi. Pour nous, ce serait évidemment plus simple. En même temps, c'est bizarre, cela ferait très technologique pour une monnaie locale..." Qui pense qu'il s'agit d'un retour en arrière ou d'un truc forcément pas pratique ?

11 h 35, au *Paradis des livres*

Une dernière surprise m'attend à Florenville. Une librairie-papeterie, tout ce qu'il y a de plus classique, avec journaux et tabac, affiche qu'elle accepte les épis. J'entre pour m'en assurer. Bertrand, le patron, confirme : "Bien sûr ! Vous savez, je vis de la proximité, alors évidemment je participe." Sa mère, qui l'aide à la caisse, précise qu'elle n'est pas trop favorable, mais qu'elle ne connaît pas bien. Elle s'inquiète surtout pour son fils et ne voudrait pas que cela lui complique la vie. Il la rassure et en profite pour lui expliquer le principe.

"En fait, c'est de l'argent qui reste forcément ici, qui ne s'enfuit pas dans tout le système bancaire. Les euros qui ont servi à acheter les épis sont placés sur un compte éthique et les intérêts servent à appuyer des projets locaux. C'est ça qui est bien. Quant à moi, c'est vrai que je ne peux accepter les épis que sur les produits où je fais de la marge, car si je veux rechanger les épis en euros, il y a une petite taxe de 3%. Mais c'est logique, c'est pour encourager l'épi, sinon ça ne servirait à rien. Et de toute façon personne n'aurait l'idée de payer ses cigarettes en épis, par exemple."

Bertrand est bien renseigné sur le projet, il n'hésite pas à en parler aux clients. "Les gens ne sont pas vraiment au courant, alors je les informe quand je peux. Quand on me demande s'il est possible de payer par *Bancontact*, je réponds qu'on peut payer en tout ce qu'on veut ici, même en épis ! C'est une manière d'aborder le sujet. Je crois qu'il faut afficher un vrai dynamisme, que le bouche-à-oreille fonctionne bien mieux qu'une information sur Internet."

La matinée se termine encore mieux que prévu... En parcourant la librairie du regard, je remarque la dernière bande dessinée de Servais. 16 épis se rendent à nouveau utiles.

Etape 2, Meix-devant-Virton

12 h 45, Interview sous le soleil

Françoise Urbain, l'une des fondatrices de l'*épi lorrain*, m'attend pour un entretien sur l'histoire et le bilan du projet. Elle propose d'aller casser la croûte en pleine nature. Il fait tellement beau... Le pâté aux échalotes s'avère délicieux. J'explique à Françoise les réactions des commerçants à Florenville. Puis je lui demande comment toute cette histoire a commencé. "On ne peut pas isoler la création de l'*épi lorrain* du contexte dans lequel il s'inscrit... Il faut remonter à la fermeture de l'épicerie du village..." (Voir l'entretien en pages suivantes).

14 h, les épis du Hayon

En redescendant sur le village de Meix, nous risquons une petite visite à la chèvrerie du Hayon, à Sommethonne - voir votre *Valériane* n°104. Là aussi, comme l'indique l'affichette sur la porte du petit magasin, les épis sont acceptés. Mais le lieu, paradisiaque, est désert. Ce n'est pas une heure pour tenir boutique... La ferme du Hayon est très liée au projet de l'*épi lorrain*, me glisse Françoise. Je me prends à penser : "voilà une réflexion qu'il faudra mener un jour. Les monnaies locales et l'agriculture biologique et solidaire ont-elles un intérêt en commun ?" À propos d'épis, ce n'est pas aujourd'hui que je découvrirai les parcelles de blés anciens et les mélanges de populations de Marc Van Overschelde. J'aurai au moins goûté au silence magique du lieu.

14 h 30, là où tout a commencé

Au cœur du village de Meix, l'*Épicentre* porte bien son nom. Puisqu'une affiche vaut mieux qu'un long discours, je photographie le cadre qui explique au voyageur de passage pourquoi cette épicerie est encore ouverte. C'est aussi un lieu de dépôt des *Grosses Légumes*, un réseau de plus de trois cents paniers de légumes, payés à l'année, en soutien à l'agriculture locale et paysanne. Au fond de ma poche, des trente épis échangés le matin, il m'en reste quatre. Voilà pour la réponse à la question numéro 1.

Y a-t-il une seule réponse à la question numéro 2 ? Il me plaît de penser que chaque commerçant rencontré a apporté un peu de la sienne entre les lignes. Chaque lecteur est libre de se faire son idée. Ceux qui s'engagent dans des alternatives n'ont jamais la garantie d'un résultat sensationnel et immédiat. Est-ce une raison pour ne rien faire ? En tout cas, je quitte la Gaume impressionné par le dynamisme de ses villages et l'accueil des personnes rencontrées. Pas "bobos" pour un sou. Je dépense mes quatre derniers épis pour un litre de jus de pommes et un exemplaire de *L'Âge de Faire*. Un très beau nom pour un journal.

Après avoir observé, d'un regard extérieur, la réalité de l'épi lorrain en Gaume, explorons à présent la genèse de cette monnaie locale. D'où vient-elle ? Est-elle le fruit d'une dynamique politique ou d'une dynamique citoyenne ? C'est à travers le point de vue de l'une de ses chevilles ouvrières principales, Françoise Urbain, que nous découvrirons l'origine de l'épi lorrain.

L'*épi lorrain* n'est pas tombé du ciel ! Il est le fruit d'une aventure engagée au départ de réalités locales très concrètes. L'une des protagonistes de cette histoire, Françoise Urbain, en raconte les péripéties. L'*épi lorrain* a plutôt poussé en terre : il est né d'une volonté de cohérence des acteurs du réseau *Solidairement* qui met en relation des producteurs de légumes biologiques locaux et des entités collectives de "mangeurs". La rencontre avec le *Réseau Financement Alternatif* a été déterminante. On dit que l'argent n'a pas d'odeur, mais celui-là a comme un petit parfum de culture maraîchère...

Depuis juin 2012, l'épi lorrain est devenu une réalité... Françoise Urbain, aussi loin qu'on puisse remonter, d'où vient ce projet, quelles sont ses sources ?

"La monnaie, c'est la cerise sur le gâteau, mais il a d'abord fallu préparer le gâteau... Et ce gâteau, c'est un ensemble de petites entreprises d'économie sociale qui ont répondu, chacune à leur manière, à des demandes de la part de la population ou d'associations du coin. Voici le début de l'histoire. Le village de Meix-devant-Virton n'avait qu'une épicerie, et celle-ci allait fermer. C'était en 2006. Des repreneurs s'étaient présentés, mais ils étaient tous confrontés au refus des banques. Dans le cadre du CAGL - Centre d'Animation Globale du Luxembourg -, je faisais partie d'un groupe de réflexion de femmes. Nous discutons notamment de la précarisation croissante de certaines d'entre nous, particulièrement des femmes seules avec enfants. Quand nous avons appris que l'épicerie allait fermer, ça a été un électrochoc pour certaines d'entre nous. C'était une difficulté importante en plus, il allait falloir aller faire ses courses en bus, s'organiser tout à fait autrement. On s'est donc dit : nous allons reprendre l'épicerie. Mais nous n'avions pas un rond... D'où l'idée de créer une coopérative. Nous sommes allées porter un toutes-boîtes aux habitants du village, avec deux questions. Nous interpellions les habitants en leur demandant s'ils souhaitaient que l'épicerie reste ouverte et s'ils pouvaient s'engager à prendre des parts dans une coopérative - une part, c'était dix euros. Les réponses reçues promettaient un capital de cinq mille euros. Nous avons affiché un panneau sur la vitrine de l'épicerie qui indiquait où nous en étions en temps réel. Les gens venaient voir, suivaient l'évolution. Quand nous avons atteint la barre des cinq mille, la commune a dit qu'elle pouvait prendre un nombre de parts équivalent. Nous nous sommes donc retrouvées avec dix mille euros de départ, pour constituer un premier stock. Nous avons quelques craintes, car les gens n'avaient fait que des promesses. Mais ils ont finalement investi davantage que ce qu'ils avaient promis !"

L'épicerie a donc survécu grâce à la mobilisation des habitants du village... A-t-elle alors changé de visage ?

"Lors de la reprise, nous avons fait entrer dans les étalages des productions fermières et des aliments biologiques. Notre objectif était de remplacer progressivement les produits de l'agro-alimentaire par des produits locaux et bio. Mais c'était une illusion. Les gens tenaient à leurs marques traditionnelles de spaghettis, de biscuits, etc. Et les villageois étant "actionnaires" de la coopérative, nous n'avons pas voulu aller contre leur volonté ! Dans l'épicerie coexistent

donc deux types de production, et deux types de clientèle. On n'a pas réussi à changer les habitudes de la clientèle traditionnelle. Ces habitudes sont parfois tellement irrationnelles ! Laissez-moi vous raconter une expérience... Nous avons classé trois types de riz par ordre de prix au kilo. Le moins cher était du riz bio en vrac. Puis venait du riz *Oxfam* équitable et, enfin, le plus cher était la marque *Uncle Ben's*. Eh bien, malgré toutes nos explications, les gens continuaient à acheter *Uncle Ben's*, sans même essayer les autres, pourtant moins chers..."

La clientèle traditionnelle est donc restée. Mais elle côtoie d'autres types de clients, venus avec d'autres motivations...

"Au début, il faut savoir que nous allions nous fournir au *Colruyt*. Cela nous prenait presque une journée, en camionnette... Il est devenu impossible pour les petites épiceries de s'approvisionner chez les grossistes, qui exigent des commandes pouvant remplir un camion... Un jour, quatre GACs de la région nous ont contactés pour savoir si nous ne pouvions pas centraliser leurs commandes. Cela allait leur éviter de faire beaucoup de kilomètres. Par ailleurs, ils se rendaient compte que beaucoup de leurs légumes venaient de grossistes et ils souhaitaient qu'ils soient plus locaux. Ce qui nous a amenés à démarcher des producteurs du coin et à créer le réseau des *Grosses Légumes*, qui représentent aujourd'hui plus de trois cents paniers et une vingtaine de producteurs locaux. L'asbl *Solidairement* a été créée pour servir de structure intermédiaire entre les groupements de consommateurs, que nous préférons appeler les "mangeurs", et les différents producteurs. C'est donc un réseau dont les clients ne sont que des entités collectives : écoles, petites entreprises d'économie sociale, groupements d'achat, etc. Tout ce réseau a brassé un autre type de clientèle et a fait de l'*Épicentre* un lieu où se croisent deux univers : celui de l'épicerie de village classique, et celui des GACs et d'une consommation plus alternative."

Mais la monnaie locale, dans cette histoire, comment est-elle arrivée ?

"Après avoir mis en place ce groupement, qui emploie aujourd'hui huit salariés, nous en avons eu marre de travailler avec des euros. Cela ne nous semblait pas cohérent que les euros utilisés par le réseau puissent un jour - qui sait ? - servir à faire de la spéculation sur l'alimentation. Comment pouvions-nous travailler avec cette monnaie qui, en même temps, nous combattait en quelque sorte ? D'abord, nous avons pensé à un outil d'échange uniquement entre acteurs du réseau et de l'économie sociale à Meix... Au même moment, le *Réseau Financement Alternatif* nous a contactés et nous a proposés de devenir un groupe local. Ce qu'on est devenu. D'autres personnes nous ont rejoints, des gens qui réfléchissaient à la finance... Nous avons pensé plus large : une monnaie dans une zone délimitée géographiquement. L'*épi lorrain* est donc issu de la rencontre entre ce terreau d'économie sociale et de production locale, et une réflexion sur la finance. Nous ne savions pas, alors, dans quoi nous nous engageons..."

Quelles ont été les grandes étapes de création de la monnaie ?

"La première phase, ça a été de se former. On s'est donné cours entre nous, on a essayé de comprendre comment fonctionne la monnaie, la finance... Un journaliste économique faisait partie du groupe, ce qui nous a beaucoup aidés. On s'est mis d'accord sur un manifeste, une sorte de plateforme commune qui répondait à la question : pourquoi créer une monnaie locale ? Cette étape de compréhension et de définition des objectifs a duré des mois ! Ensuite, nous avons voulu créer une association, pour ne plus être uniquement un groupe du *Réseau*

Financement Alternatif, et pouvoir ouvrir un compte en banque - eh oui, en banque... Cela nous a demandé énormément de travail : rédiger les statuts, préparer les conventions de collaboration... un boulot énorme. L'asbl *L'épi Lorrain* a finalement été créée en novembre 2011. Puis est enfin venue la phase d'impression des billets, de recherche de subsides - c'est la Province qui a permis l'impression des billets. La monnaie a été effectivement mise en circulation en juin 2012."

Dans ce long parcours, quelles ont été les agréables surprises ?

"La facilité avec laquelle nous avons trouvé des prestataires dans le projet. Il y a un revers à cette médaille. Aujourd'hui, on constate que beaucoup de commerçants ont dit oui, mais sans trop savoir à quoi. Il y a donc un travail à refaire pour ouvrir la perspective. Beaucoup n'ont pas compris l'intérêt, la pertinence de la monnaie locale au niveau collectif. Un autre encouragement est venu des médias, qui nous ont énormément courtisés, ainsi que les instances officielles qui ont permis des subventions."

Tout le monde souligne, par contre, que la monnaie n'est pas encore très utilisée...

"Ce qui manque cruellement au projet, ce sont des usagers : des citoyens qui se mettent à utiliser des épis régulièrement. En théorie, les utilisateurs des épis deviennent membres de l'association... Mais en pratique, c'est très compliqué pour les commerçants de faire ce travail d'inscription, et ils ne le font pas. Je les comprends, ils ont énormément de travail. Par ailleurs, il y a énormément de zones où nous n'avons pas encore pu aller démarcher, à Saint-Léger, à Habay, à Musson... Jusqu'il y a peu, nous n'étions que des bénévoles à porter ce projet ! Du coup, les commerçants ont sans doute l'impression de ne pas obtenir les retombées espérées, à savoir une augmentation du nombre de leurs clients... On ne pourra arriver à ce résultat qu'en multipliant le nombre de personnes qui auront des épis dans leur portefeuille et seront alors, en quelque sorte, automatiquement dirigés vers les commerçants partenaires. Les cinq commerçants qui avaient participé à la phase de test - pendant six mois, avec cinquante usagers - avaient confirmé cet effet d'augmentation de la clientèle. Avec dix fois plus de prestataires, c'est moins cernable... Et par ailleurs, le commerce va mal dans son ensemble, que ce soit en épis ou en euros."

L'épi lorrain n'est pas encore assez utilisé et il n'y a évidemment pas de miracle au niveau commercial pour les partenaires... Mais en termes de conscientisation, c'est positif, non ?

"Nous avons du monde lors des activités de sensibilisation, d'éducation permanente. Les gens répondent présents. Quand nous organisons un événement, la fréquentation est bonne. C'est chaque fois l'occasion de parler de la monnaie locale. Mais il y a une grande marge entre le fait d'être informé sur *l'épi lorrain*, et le passage concret à l'utilisation. On constate que les gens sont convaincus par les arguments mais ne changent pas pour autant leurs euros... C'est audacieux de toucher à l'argent des gens."

Quelles sont maintenant les défis, les perspectives pour développer la monnaie ?

"Tout l'enjeu serait de convaincre les commerçants de l'intérêt à avoir davantage d'*épis lorrains* en caisse. L'idéal serait de pouvoir rapatrier localement des fournisseurs communs à plusieurs commerçants... Si un fabricant d'emballages acceptait les épis, par exemple... Ou bien une compagnie d'électricité : celle-ci gagnerait des nouveaux clients, en échange elle

accepterait de faire une sorte de ristourne de 3% - ce qu'elle perdrait en changeant ses épis en euros.

Nous étudions par ailleurs la possibilité pour les commerçants, à l'avenir, de bénéficier de crédits solidaires grâce à l'association. Via *Credal*, par exemple. Car en effet, et c'est tout l'intérêt de ce système, les soixante mille euros actuellement immobilisés pourraient être en partie réinjectés au service de l'économie locale..."

Que retenons-nous de l'histoire de l'émergence de l'épi lorrain ?

L'avantage d'un tel entretien oral est, précisément, qu'il épouse la densité et la complexité du point de vue de l'intérieur sur la monnaie locale. Ce dialogue avec Françoise Urbain est ainsi instructif à plus d'un titre. D'abord, il manifeste clairement que, dans le cas de l'épi lorrain, la monnaie locale n'est pas née d'une volonté extérieure, théorique, hors-sol... Il est le résultat de la rencontre entre une "situation" locale (la reprise coopérative d'une épicerie de village, un réseau alternatif rural de producteurs et de consommateurs) et une réflexion théorique sur la monnaie et la finance. Par ailleurs, il est remarquable aussi de noter que la monnaie locale, à la suite de l'épicerie villageoise, fait "se croiser" les mondes. Elle n'est pas limitée à un petit cercle fermé de commerçants et de consommateurs alternatifs ; au contraire, elle englobe largement dans son circuit les commerçants "classiques" et ceux qui sont plus engagés au service d'une vision de société – agriculture biologique et solidaire, pour faire court. Ainsi, la monnaie est en mesure de jouer un rôle au-delà de son efficacité pratique de valeur d'échange : elle est en même temps le vecteur, le prétexte, d'un débat de société auquel sont invités (et non forcés) les utilisateurs de la monnaie. Enfin, Françoise Urbain révèle toute l'épaisseur humaine, parfois laborieuse, d'un tel projet. Elle ne nie pas la difficulté de certaines étapes, les obstacles auxquels le groupe essaie de remédier aujourd'hui (une utilisation limitée, des commerçants peu investis).

Faisons à présent un pas supplémentaire en posant la question de l'accompagnement et de la généralisation du soutien à ce type de démarche. Pour ce faire, c'est Antoine Attout que nous avons rencontré. Permanent du Réseau Financement Alternatif, il a été un témoin direct, et un accompagnateur, de l'émergence de plusieurs monnaies locales en Wallonie ces dernières années. La question qui se pose à ce stade de l'étude est celle-ci : comment favoriser ces monnaies locales, comment stimuler leur création et leur utilisation au départ d'un engagement citoyen ?

Permettre au citoyen de se réapproprier l'outil monétaire, trouver de nouvelles finalités à l'utilisation d'une monnaie, valoriser des formes d'échanges plus éthiques et plus humaines, bref induire un tout autre rapport à l'argent, voilà la grande ambition des monnaies dites complémentaires ! Pour en savoir plus, une visite au *Réseau Financement Alternatif* s'imposait. Cet indispensable auxiliaire de la création de l'*épi lorrain* et d'autres monnaies locales nous en dit plus sur les rouages complexes de nos p'tits sous...

"Les monnaies locales et complémentaires constituent évidemment un thème très intéressant pour le *Réseau Financement Alternatif*, confirme Antoine Attout. Nous travaillons, depuis environ cinq ans, avec des groupes de citoyens que nous rassemblons régulièrement pour des réunions thématiques. Nous les aidons à structurer leur réflexion sur différents thèmes, à analyser besoins et objectifs pour déboucher, le cas échéant, sur la création de monnaies nouvelles. Nous avons également édité le *Guide pratique des monnaies complémentaires* et organisons des formations spécifiques en fonction des demandes de nos groupes..."

L'engouement pour les monnaies locales s'est développé depuis quelques années. Nous avons commencé avec la *minuto*, du côté de Braine-le-Comte (mai 2010), le *ropi* à Mons (octobre 2010), puis l'*épi lorrain*, en Gaume (juin 2012). D'autres monnaies sont en cours d'implantation à Péruwelz, Liège, Ath, Louvain-la-Neuve... A Liège, la création de la monnaie s'inscrit dans l'idée de la transition avec, entre autres objectifs, une volonté forte de soutenir l'agriculture locale, les petits commerces et les artisans. Un *mercantino* des petits producteurs existe déjà en soutien de ces différents acteurs..."

Le cas particulier de l'*épi lorrain*

"Une phase pilote est toujours nécessaire avant le lancement d'une monnaie, explique Antoine Attout. En Gaume, les petits commerces de proximité sont en train de mourir lentement car leur chiffre d'affaire diminue sans cesse. Partant de ce constat, nous avons d'abord réfléchi au problème, avec nos partenaires locaux, sur base de l'exemple d'autres régions. L'*Epicentre* et le réseau des *Grosses légumes* avaient déjà mené parallèlement leurs propres recherches ; le réseau *Solidairement* - les petites épiceries locales - l'avait fait également. Du coup, créer une monnaie s'indiquait car cet outil allait permettre de faire le lien, la synthèse, entre ces initiatives.

S'ensuivit un long travail visant à comprendre ce qu'est vraiment une monnaie et comment elle est créée, ce qui est souvent très flou dans beaucoup d'esprits. Utiliser une monnaie locale permet de retrouver le sens de l'argent car toutes démontrent qu'il est possible d'assigner d'autres finalités, d'autres objectifs à une monnaie. Ou de lui en enlever... Une première chose fut donc de s'interroger sur les objectifs et les finalités de l'euro : une monnaie forte, plus ou moins en parité avec le dollar, qui fonctionne très bien pour les échanges intra et extra-communautaires, mais dessert par contre l'économie locale, la petite économie. La création d'un argumentaire vantant l'intérêt d'une monnaie locale fut donc un gros travail qui nous prit à peu près un an. Beaucoup de lectures furent nécessaires, nous avons invité de nombreux conférenciers et avons finalement abouti à un document socle - spécifique aux monnaies complémentaires, en général - qui a permis le développement d'une charte, d'outils de communication, etc. Partant d'abord des aspects globaux, d'un constat général, nous avons cherché à quels besoins l'*épi lorrain* allait bien pouvoir répondre. Ainsi s'est construite la réflexion sur l'outil monétaire, comment il fonctionne réellement et qui en sont les acteurs

clés. Nous avons organisé des contacts avec le *chiemgauer*, en Allemagne, un projet qui fonctionne assez bien mais qui est très centré sur l'économie locale, sans grands enjeux de type sociaux ou écologiques... Dans le cas de l'*épi lorrain*, il s'agissait de créer un réseau limité dans une région donnée qui fut finalement plus large que ce que nous avions imaginé au départ : la Gaume, un peu du Luxembourg et de la Lorraine française..."

La mise en place d'un réseau éthique

"Commence alors la phase-pilote, explique Antoine Attout. Il faut tester ensemble l'outil papier, des billets sans grande sécurité - donc pas très chers ! - permettent de voir, avec le groupe porteur, où et comment utiliser aisément la monnaie, quels commerçants inclure, etc. Nous entamons aussi la promotion vers d'autres réseaux et nous identifions des besoins en formation : comment s'y prendre pour démarcher un commerçant, attirer plus d'utilisateurs, quels incitants proposer pour entrer dans le système ? Un gros travail d'écriture est également nécessaire : réflexion sur l'association et ses statuts, ses valeurs, sa charte... Comment convaincre un commerce de proximité qui n'est pas encore inscrit dans une démarche de développement durable, d'approche écologique ou sociale ?

Définir qui on inclut et qui on exclut du réseau est essentiel pour montrer quels objectifs sont poursuivis. Faut-il inclure le petit commerce qui vend du textile qui vient de Chine ? Bien sûr, les produits ont parcouru énormément de kilomètres mais, dans la mesure où il permet un emploi local - une gentille dame qu'on connaît depuis longtemps -, on aura plutôt tendance à répondre oui... D'autant plus qu'il est relativement inefficace de travailler à l'intérieur d'un réseau de convaincus ; il est nécessaire d'aller vers d'autres et de les engager, une fois qu'ils sont présents dans le réseau, sur des pistes de transformation. Car c'est le réseau, en tant que tel, qui est éthique, qui défend des valeurs et les promeut... Si tel commerçant est d'accord avec les valeurs du réseau mais continue pourtant un travail classique - sans respecter éventuellement telle ou telle norme environnementale -, il n'en fait pas moins partie intégrante du réseau : il brasse de la monnaie locale, défend le message et, s'il dépense ensuite la monnaie chez d'autres, il permet à ce réseau de solidarité de fonctionner d'autant mieux. Et s'il adhère aux valeurs, c'est encore mieux...

L'argument économique fonctionne également. Le réseau ainsi créé est susceptible d'augmenter le chiffre d'affaires de l'adhérent car ces personnes vont être prioritairement réorientées vers lui ; il s'agit d'une forme de fidélisation à laquelle peut être sensible le petit commerce qui n'a ni le temps ni l'envie de s'engager autrement dans un changement de société... Le seul fait d'entrer dans le réseau est déjà une façon de soutenir son action.

Aujourd'hui, le potentiel de l'*épi lorrain* est important en termes de réseau - entre septante et quatre-vingt prestataires - mais la difficulté est maintenant de convaincre un maximum d'utilisateurs, autres que des militants convaincus. Une promotion est donc indispensable pour mettre plus d'*épis lorrains* en circulation ; il faut être présent sur les événements locaux, montrer que la monnaie existe et expliquer pourquoi il est important d'y adhérer et de s'en servir..."

Comment évaluer l'impact d'une telle action ?

"L'*épi lorrain* est encore très jeune, dit Antoine, mais nous comptons faire une étude d'impact dans les années qui viennent. Il en existe très peu concernant les monnaies existantes. La seule donnée quantifiable que nous connaissons est le nombre d'*épis lorrains* en circulation, c'est-à-

dire la somme d'euros qui a été changée. Quelle serait la "masse critique", comment la définir, c'est très difficile à dire... Certes, on peut dire ici qu'il manque d'utilisateurs par rapport au nombre de commerçants et qu'il n'y a pas assez d'échanges entre prestataires. Mais il est impossible de savoir si les *épis lorrains* circulent vite, s'ils sont bloqués ou pas, si les prestataires qui en reçoivent les réutilisent ou pas. On connaît également le nombre d'*épis lorrains* qui sont rééchangés en euros car c'est une possibilité offerte au prestataire qui se trouve en bout de chaîne ou qui en a trop et qui ne veut pas en accumuler, moyennant 3% ou gratuitement pour ceux qui font comptoir de change. Pour l'instant, aucun abandon n'est à déplorer.

Une étude devrait donc quantifier plus exactement l'impact économique ; l'impact social - combien de personnes ont modifié leurs comportements d'achat et comment - sera plus difficile à évaluer. Un impact environnemental pourra éventuellement être mesuré, mais ce sera encore plus compliqué... Mieux savoir où en sont exactement les projets que nous soutenons, aux différents stades de leur évolution, permettra ensuite au *Réseau Financement Alternatif* de mener un lobbying au niveau politique en montrant ce qui fonctionne bien, ou justement ce qui, pour telle ou telle raison, ne fonctionne pas et doit être aidé...

Un certain côté protectionniste est parfois reproché aux monnaies locales : quel serait l'intérêt, dans un monde globalisé, de se refermer ainsi sur soi ? Il n'y a pas de raison, à nos yeux, que la petite épicerie de Virton soit mise en concurrence, au niveau mondial, avec des produits américains et chinois, perde son emploi, son chiffre d'affaire et participe ainsi à la paupérisation de la Gaume, alors même qu'il existe des moyens de la stimuler. Dans ce sens, la monnaie locale est un outil qui peut protéger les emplois locaux. Cette monnaie permet donc à chacun de réfléchir à ce qui est juste dans ses échanges s'il veut être solidaire des acteurs locaux, comme cet agriculteur, récemment passé en bio, qui ne gagne pas bien sa vie mais se démène parce qu'il veut mettre de bons produits en circulation. Le fait d'adhérer au réseau permet de le mettre davantage en valeur. Les prestataires peuvent donc être invités à de petites foires pour être montrés au public. Le travail réellement accompli est donc remis en avant..."

Intérêt pédagogique et barrières psychologiques

"Le potentiel économique des monnaies complémentaires me paraît certain, poursuit Antoine Attout, le potentiel social et environnemental aussi. Et, en plus, c'est fédérateur. Mais, pour moi, le plus important reste le processus pédagogique qu'un tel outil met en place : que vaut vraiment mon argent, comment puis-je l'échanger et, finalement, à quoi vais-je l'utiliser ? Ce processus ouvre des portes sur des réalités que la plupart des gens ne connaissent tout simplement pas... Et la transformation des comportements d'achats peut naître, justement, de cette pédagogie : que puis-je me permettre, individuellement, avec mon budget limité, par rapport au soutien de l'économie locale ? Est-ce que cela va réellement me coûter plus cher ? Ma consommation en grande surface génère peut-être de l'emploi local dans cette grande surface mais en détruit beaucoup ailleurs.

Quels sont donc les freins à l'adoption de ces monnaies par le public ? Une forme de paresse et de laisser-aller, très certainement : on préfère prendre la voiture, une fois par semaine, pour aller à la grande surface plutôt que de visiter les petits commerces du village... De plus en plus de gens néanmoins s'orientent vers des groupements d'achats alimentaires car ils savent pertinemment que c'est une façon de mieux consommer et de mieux manger. Mais le frein est également psychologique : on n'a tout simplement pas envie d'avoir une autre monnaie en

main. C'est méconnaître le fait qu'on utilise énormément de monnaies différentes : cartes de fidélité, chèques-repas, éco-chèques, etc. Tout cela, ce sont des monnaies...

Quant au simple bout de papier, on peut se demander, en effet, s'il est fiable, s'il est solide. D'où l'importance de faire valoir la crédibilité du projet et du groupe porteur et de trouver des soutiens moraux, publics ou économiques, des gens qui attestent publiquement que tout fonctionne bien. Mais c'est aussi le travail du *Réseau Financement Alternatif* de travailler sur la mise en valeur de telles initiatives... Reste que le bout de papier, l'outil en tant que tel, a toute son importance ; il est même essentiel car il porte des messages, sous forme de petites phrases ou d'identités visuelles, qui permettent de faire passer symboliquement des valeurs. Celui qui a sur lui des *épis lorrains* doit savoir qu'il soutient l'économie locale ; celui qui le voit payer avec cette monnaie sait qu'il soutient l'économie locale. Tout un jeu d'interactions se met en place autour de ce simple billet... Pratiquement, le papier reste plus facile et moins coûteux à mettre en place que des systèmes de cartes à puce ou de paiement par GSM, par exemple. De plus, le retrouver dans une poche ou dans un portefeuille fait office de rappel, de pense-bête, alors que le porteur de carte à puce en vient presque à ignorer qu'il se sert d'une monnaie.

Bien sûr, le papier nécessite des sécurités pour éviter qu'il soit falsifiable et c'est là qu'on se rend compte à quel point le système monétaire, aujourd'hui, est exclusivement basé sur la confiance. Aux Etats-Unis, c'est carrément un symbole patriotique de foi dans la nation ; en Europe, c'est plutôt une sûreté que procurent la zone euro et la Banque centrale européenne... On aurait certes pu rêver que l'idée d'Europe soit davantage associée à des valeurs sociales qu'au capitalisme de marché. Néanmoins, cette monnaie nous identifie tous comme européens car nous pouvons voyager, de l'Espagne à la Suède, en utilisant la même monnaie. Quoi qu'il en soit, l'outil monétaire permet de travailler la confiance : confiance dans l'objet même et dans son émetteur, confiance dans les valeurs exprimées, confiance dans l'économie locale... Bien sûr, localement, quand il faut payer 5,90 et qu'on n'a qu'un billet de dix *épis lorrains*, la différence doit toujours être rendue en euros car les pièces d'*épis lorrains* n'existent évidemment pas. Avec la convertibilité un *épi lorrain* égale un euro, on ne lutte pas non plus contre les dérives du système monétaire si, par exemple, l'euro se fait attaquer par des spéculateurs ou par une autre monnaie... Et si, demain, l'euro disparaît, l'*épi lorrain* sera malheureusement entraîné dans sa chute !

Reste que le gros travail de mise en circulation des *épis lorrains* n'est peut-être qu'une première étape. Rien n'empêchera de le délier ultérieurement de toute monnaie officielle, de dire qu'un pain coûtant deux euros parce qu'il y a eu de l'inflation coûte toujours un *épi lorrain* parce qu'on est tous d'accord là-dessus au sein du réseau, parce qu'on se fait tous confiance et qu'on sait que la valeur est bien d'un *épi lorrain* avec lequel je pourrai toujours faire localement beaucoup d'autres choses qui m'intéressent prioritairement... Car les prix se créent comme cela aussi : en fonction de ce que l'on veut bien accepter de mettre, en fonction de ce qui nous semble juste par rapport à nos besoins et à nos revenus..."

Création de richesses locales et doublement de la masse monétaire

"Que devient l'argent ainsi devenu des *épis lorrains* ? Une chose est sûre, affirme Antoine : il sera uniquement utilisé à l'intérieur du réseau, enfermé d'une certaine manière au cœur d'une région donnée, et chez un type d'acteurs choisis. Cet argent va donc favoriser un maximum d'échanges entre eux ! La monnaie locale permettra ainsi plus de création de richesse au sein même du réseau : un artisan qui vend un peu plus en monnaie locale crée une richesse qui sera

réutilisée dans le réseau, peut-être sous forme de nouveaux échanges qui ne se faisaient pas auparavant. Et peut-être qu'un nouvel acteur qui sera ainsi incité à accepter cette monnaie-là rejoindra le réseau, avec son propre potentiel d'utilisateurs, et créera, à long terme, plus d'opportunités économiques, plus de richesses, etc.

Beaucoup d'économistes affirment maintenant qu'un système économique basé sur une seule monnaie est beaucoup trop soumis aux aléas du marché de la monnaie et des devises. Et comme le système monétaire, nous l'avons dit, est basé sur la confiance, toute l'économie est alors mise à mal sans véritable raison. Ce n'est pas parce qu'on doute de la capacité de tel ou tel pays, au niveau économique, qu'on doit douter des capacités productives du fermier qui y est installé. Et si un système économique basé sur une seule monnaie est extrêmement fragile, créer d'autres outils d'échange, d'autres monnaies, est donc un facteur important de résilience économique...

Une autre question vous brûle les lèvres depuis un bon moment : que deviennent les euros qui ont été échangés contre des *épis lorrains* ? Eh bien, c'est là qu'opère la magie de l'économie car le simple fait d'échanger des euros contre une monnaie locale permet de... doubler la masse monétaire ! Echanger dix mille euros contre dix mille *épis lorrains* crée une masse monétaire, une valeur, de vingt mille euros. Vous n'en croyez pas vos oreilles, mais on a réellement créé, de toutes pièces, dix mille euros. Théoriquement, dix mille *épis lorrains* rentrent dans le système et dix mille euros sortent du système. Mais, en réalité, ce n'est pas le cas : les dix mille euros restent en effet bloqués sur un compte en banque - c'est une option -, ce qui signifie que la banque va les réutiliser sous forme de crédits ou sous forme d'investissements. En fait, ces euros repartent très vite "tourner" dans le système...

La question de leur réutilisation se pose donc avec force. Au départ, nous disions que les euros échangés contre des *épis lorrains* devaient demeurer un compte afin qu'il soit possible, à tout moment, de les ré-échanger. Nous nous sommes ensuite rendu compte, en travaillant avec la FSMA - l'Autorité des services et marchés financiers - que le fait de capter ces euros n'était pas soumis à l'obligation de remboursement automatique. Il ne s'agit pas de fonds remboursables, ce qui signifie que l'Epi lorrain asbl, pour autant qu'elle communique adéquatement à ce sujet, a parfaitement le droit d'utiliser ces euros comme bon lui semble. Les dix mille *épis lorrains* mis en circulation sont, en quelque sorte, considérés comme des bons cadeaux, des bons d'achat.

Il est certes très important de préserver le contrôle citoyen sur ces moyens d'action. Mais, dans le respect de nos valeurs initiales, ceci ouvre évidemment pas mal de portes ! En pratique, soit cet argent est dépensé purement et simplement - mais cela risque de décrédibiliser le système qui peut s'effondrer du jour au lendemain -, soit il est réinjecté dans le même circuit économique local - avec l'aide de *Crédal* ou de *Terre en vue*, par exemple - sous forme de micro-crédits visant à stimuler des entrepreneurs ou dans des coopératives qui fournissent des services, par exemple. Et cette donnée est évidemment exponentielle en fonction de la taille que peut prendre le projet global.

Attention ! Tout est une affaire de crédibilité et de confiance, nous l'avons dit. Le système requiert une adhésion forte et constante de la part des utilisateurs. Bien le gérer exige pas mal de circonspection et le jeu est d'autant plus délicat si des pouvoirs publics se lancent dans l'aventure. C'est le cas de l'*éco-iris*, à Bruxelles (voir www.ecoiris.be), qui veut encourager les comportements écologiques..."

Un facteur d'inflation ?

"Bien sûr, les lois économiques sont claires, poursuit Antoine Attout : davantage de monnaie par rapport à la production de biens et services signifie trop de monnaie potentiellement en circulation, un gros risque inflationniste par conséquent, et une perte de valeur de la monnaie... Dans l'ensemble de la zone euro, il faudrait donc plus de monnaie pour accéder aux mêmes biens et services. Renforcer l'échange dans les communautés locales se ferait donc au détriment du système global, à condition évidemment qu'il existe des monnaies locales dans toutes les régions de toute l'Europe, et qu'il y en ait autant en circulation que d'euros... Avec la complexité que les monnaies complémentaires ne fonctionnent pas toutes sur les mêmes valeurs ni avec les mêmes objectifs, ni encore sur les mêmes bases puisqu'elles ne sont pas toutes adossées à l'euro... Pour l'instant, soyons clairs : ces monnaies restent une goutte d'eau dans la mer. Et si jamais elles ont un impact sur l'économie européenne, les grandes politiques monétaires devront tout simplement rajuster légèrement le tir. Disposer d'une monnaie commune pour les grands échanges internationaux et d'une multitude de monnaies spécifiques pour des échanges locaux devrait être de nature à rendre moins fragile notre système économique..."

Dans des coins où tout le monde paraît se désintéresser de la "chose publique", comme c'est le cas en Gaume, de telles expériences démontrent la capacité du citoyen à reprendre son destin en main. En Gaume, tout le monde se fiche que les petits commerces disparaissent et que le tissu social se délite. Et elles sont nombreuses les régions d'Europe où on préfère installer une multinationale et un supermarché en ville, plutôt que de recréer de l'activité dans les campagnes..."

Que retenir de cet échange ?

L'expérience et l'expertise du Réseau Financement Alternatif permettent de mettre en avant plusieurs avantages aux monnaies locales, à différents niveaux. Antoine Attout distingue les *potentialités* des monnaies locales, non encore réalisées, ou à très petite échelle, comme la stimulation de projets locaux et la redynamisation du tissu économique local, d'un *intérêt évident et effectif* dès la première minute d'un projet de monnaie : l'intérêt pédagogique. Se questionner sur la monnaie amène à la conscience des citoyens toute une série de questionnements et d'apprentissages dont ils n'ont même pas conscience ! Le regard d'ensemble sur les différentes monnaies locales existantes ou en projet montre aussi combien celles-ci sont différentes et sont à même de relever des objectifs divers : elles peuvent être efficaces au strict point de vue économique (car elles stimulent les échanges à l'intérieur d'une zone), mais peuvent aussi répondre à des critères écologiques et/ou sociaux, en stimulant les échanges répondant à un certain cahier de charges. Il conviendra donc, pour *Nature & Progrès*, de s'interroger sur la pertinence d'une monnaie spécifique au secteur de l'alimentation biologique (voir conclusion) ou, du moins, d'ouvrir un champ d'investigation.

Les monnaies complémentaires sont en pleine expansion. Partout dans le monde, des citoyens, des pouvoirs locaux, des États parfois, sont à l'initiative de ces expériences aux objectifs diversifiés. On peut se réapproprier son alimentation ou son habitat ; il est également possible de se réapproprier la monnaie. Pour Bernard Lietaer, spécialiste de cette question, la diversité des monnaies est même une condition indispensable pour faire face à la triple crise que nous traversons : économique, écologique et sociale.

En 2008, on parlait de la "crise des subprimes". Petit à petit, c'est devenu la "crise des banques", puis la "crise financière", enfin la "crise économique". Aujourd'hui, plus besoin même de préciser, c'est "la crise" tout court. Depuis cinq ans, les gouvernements ont accumulé les actions de sauvetage des banques, les mesures d'austérité, les projets de relance de l'activité économique. Pansements sur des jambes de bois ?

Une voiture sans freins...

Pour Bernard Lietaer, économiste belge, professeur d'université à Berkeley et ancien haut fonctionnaire de la Banque nationale de Belgique, cette crise financière est une crise structurelle. Autrement dit, elle est liée à la nature même de notre système économique qui repose sur un seul type de monnaie.

"Je vais vous donner une métaphore. Prenez une voiture qui n'a pas de freins et dont le volant ne marche pas très bien, et partez dans les Alpes. Vous êtes sûr à 100% de vous crasher. Et après l'accident, on va vous dire que vous êtes un très mauvais conducteur ou que vos cartes routières ne sont pas à jour. On va sortir la voiture du ravin, mettre un nouveau chauffeur avec de nouvelles cartes et en avant ! Voilà ce qu'il se passe. Il y a un problème structurel qui est complètement nié. Donc nous allons vers un nouveau crash. La seule question est de savoir quand et à quelle échelle. Le problème, c'est la voiture, c'est la structure du système monétaire. L'ensemble des politiques qui ont été suivies traitent le problème comme s'il était conjoncturel ou comme si c'était un problème de gestion. Or ce n'est ni l'un, ni l'autre, c'est un problème structurel (*Diversifier les monnaies pour éviter les crises*, entretien avec Bernard Lietaer, dans *L'Écho*, 20 février 2010)."

La métaphore est plutôt saisissante. Elle pose une question essentielle, non seulement aux politiques mais aussi à toutes les associations et à tous les citoyens qui défendent des alternatives à ce système. Cette question, la voici : les propositions que nous défendons sont-elles à la hauteur des problèmes ? Affinons un peu : dans le domaine de l'écologie au sens large, dans les thématiques qui nous sont chères, les propositions "classiques" sont-elles encore à niveau ? Manger bio et de saison, faire un potager, écoconstruire et limiter ses déplacements..., tout cela garde du sens, bien sûr, mais la manière d'atteindre ces objectifs repose encore, la plupart du temps, sur les épaules des individus. Changez vos comportements, proposait le militant écologiste d'hier. Cette exhortation garde sa pertinence, mais est-elle encore efficace ? Peut-on proposer aux gens de faire des choix à l'opposé d'une logique de croissance économique aveugle, tout en demeurant entièrement dépendants, via la monnaie, à l'égard de cette logique ? L'agriculture bio, paysanne et solidaire peut-elle vraiment s'épanouir en utilisant les mêmes moyens d'échange - l'euro -, c'est-à-dire en étant sur le même marché que l'industrie agro-alimentaire ? Si l'on reprend l'image de la voiture sans frein dont le volant ne fonctionne pas : suffit-il d'inviter le conducteur à rouler moins vite, à être raisonnable ? Et s'il fallait changer de voiture ?

Pourquoi il est possible de créer une monnaie

L'augmentation du nombre de monnaies complémentaires est un signe qui ne trompe pas. Elles seraient environ cinq mille dans le monde. En Belgique, de nombreux projets ont vu le jour, à Mons, à Gand, à Braine-le-Comte, en Gaume - voir les pages précédentes... - ; d'autres sont en gestation à Liège, à Louvain-la-Neuve, à Ath... Comment un tel phénomène est-il possible, dix ans après l'apparition de l'euro qui promettait de faciliter la vie des citoyens européens ?

Un élément essentiel est à garder à l'esprit : les monnaies actuelles n'ont aucune valeur "en soi". C'est uniquement parce qu'un certain nombre de personnes acceptent de les utiliser comme valeurs d'échange que cela fonctionne. Prenons l'exemple des tickets boissons vendus lors d'une quelconque fête : il s'agit d'une monnaie - très locale ! - créée pour l'occasion et limitée dans le temps. Or les tickets boissons n'ont aucune valeur propre. Mais tout le monde accepte de les utiliser pour l'achat de boissons et, derrière le bar, personne n'aurait l'idée de les refuser. L'efficacité de ce micro-système monétaire repose sur la confiance partagée. Une monnaie est donc une pure convention. Dans le cas de l'euro, cette convention est partagée par un très grand nombre d'utilisateurs, ce qui lui donne son caractère incontournable. Mais rien n'empêche la création d'une autre monnaie : dès lors qu'un nombre suffisant d'utilisateurs lui font confiance et sont d'accord de l'utiliser, la nouvelle monnaie peut devenir effective. Ainsi, une monnaie complémentaire est une monnaie qui s'ajoute à la monnaie officielle et qui poursuit un ou plusieurs objectifs précis. Ces objectifs peuvent être de plusieurs natures : sociaux, économiques, écologiques. Une monnaie peut être scripturale - sous forme d'écriture de comptes, en débit ou en crédit - et/ou sous forme de papier - billets sécurisés.

Quatre exemples, quatre types de monnaie

1. Les monnaies complémentaires sont déjà largement utilisées par les entreprises privées... Il s'agit surtout de systèmes de fidélisation, comme les "points fidélité" ou les *miles* offerts par certaines compagnies aériennes. Même si personne ne parle alors de "monnaie", c'en est pourtant bien une, émise dans ce cas par un acteur commercial dans le but d'augmenter ses ventes propres ou celles d'un réseau de partenaires. De telles monnaies, dites "commerciales", n'intéressent évidemment pas la société civile et se développent assez bien toutes seules.

2. Un autre objectif possible, pour une monnaie complémentaire, est de favoriser un certain type de biens ou de services. Les chèques-repas constituent l'exemple le plus connu : c'est bien une véritable monnaie, affectée exclusivement au secteur alimentaire. Au Japon, le système des *Fureai Kippu* existe depuis une vingtaine d'années. *Kippu* signifie "ticket" en japonais. Ces tickets, sous forme électronique, ont été mis en place pour répondre au problème du financement des soins aux personnes âgées. Certains soins ne sont pas pris en charge dans le cadre de la sécurité sociale classique. Cela veut-il dire que personne n'est en mesure de les effectuer ? Le pari du système des *Fureai Kippu* est de créer une monnaie exclusivement affectée à ces soins. Si une personne réalise, par exemple, cent cinquante heures de travail au service des aînés, elle a droit en retour à ces cent cinquante heures de soins : soit pour elle-même, plus tard quand elle en aura besoin, soit pour des proches qui habitent ailleurs. Dans la mesure où tout le monde est concerné par cette question, cette monnaie complémentaire vient combler un manque que le système monétaire en yens est incapable de prendre en charge. Bernard Lietaer, qui a étudié ces systèmes au Japon, fait d'ailleurs remarquer que les personnes préfèrent avoir recours à quelqu'un dans le cadre des

Fureai Kippu que dans le cadre de la monnaie classique. Ce qui rappelle au passage qu'une monnaie n'est jamais neutre et influence les relations entre les gens.

3. Une monnaie complémentaire peut également servir à dynamiser l'économie locale. C'est le cas de l'*épi lorrain* - voir notre reportage en pages précédentes -, en Gaume, mais aussi de nombreuses autres monnaies sécurisées qui ont été lancées ces dernières années. En France par exemple, le *Sol Violette* à Toulouse, l'*Eusko* au Pays Basque, l'*Occitan* à Pézenas, et une cinquantaine d'autres... Le principe est simple : la monnaie étant limitée à une zone géographique, elle stimule les échanges économiques à l'intérieur de cette zone. Certaines de ces monnaies sont "fondantes" : elles perdent de leur valeur au fil du temps, ce qui évite l'immobilisation de la monnaie, source de ralentissement économique. Les entreprises et commerces utilisant ces monnaies doivent évidemment répondre à des critères sociaux et écologiques plus ou moins stricts. Enfin, les euros retirés de la circulation en échange de la monnaie locale sont utilisés sous forme de crédits solidaires dans la région. Ce sont autant d'euros sous contrôle citoyen, retranchés des circuits financiers que personne ne contrôle.

4. Le dernier exemple est plus connu : il s'agit des systèmes d'échanges de services sous forme d'équivalences de temps. Une heure égale une heure. Plus le nombre de citoyens participants est grand, plus la panoplie de biens et de services auxquels on peut avoir recours est important. Rien qu'en Belgique, il existe plusieurs dizaines de SEL (système d'échanges locaux), regroupant au moins sept mille foyers. Or il s'agit bien d'une monnaie complémentaire. Ce n'est absolument pas du troc car on ne rend pas service réciproquement à la personne qui nous a apporté de l'aide. Le schéma est plutôt : Pierre rend service à Jules, qui rend service à Paula, qui rend service à X, Y, Z... qui rend service à Pierre. Chaque participant se voit attribuer un solde, positif ou négatif, selon les services donnés ou reçus.

Il existe des milliers d'exemples de monnaies complémentaires, répartis dans le monde entier. Leur explosion, ces dernières années, est révélatrice d'un malaise global par rapport aux monnaies "centrales" qui sont, à la fois, une partie des causes et les véhicules des crises financières. À l'inverse, les monnaies locales peuvent jouer un rôle de rempart, de refuge dans les moments de récession.

La diversité monétaire pour une meilleure résilience économique

Bernard Lietaer le répète depuis quelques années : il en va de la diversité monétaire comme de la biodiversité dans un écosystème. Validé par des études universitaires sur l'organisation des systèmes complexes, l'argument est le suivant : plus il y a de diversité et d'interconnectivité entre les composants d'un réseau, plus ce système est résilient, c'est-à-dire capable de résister aux chocs. Mais moins il y en a, plus le système est efficace. Tout l'enjeu consiste donc à se situer dans la fenêtre d'équilibre entre efficacité et résilience. Or il ne fait aucun doute que notre système monétaire actuel est hyper efficace - tout se paie en euros ! - mais absolument pas résilient ! L'euro est une sorte de "monoculture monétaire". À la moindre maladie - à la moindre crise -, c'est tout le champ qui est dévasté - c'est toute l'économie qui en souffre. Il est donc nécessaire d'ajouter de la diversité à ce système pour qu'il soit plus résilient. Comment ? En créant des monnaies complémentaires.

"Le meilleur exemple, explique Bernard Lietaer, existe depuis septante-cinq ans, c'est le WIR suisse, qui est une monnaie parallèle dans un pays capitaliste. Il a été fondé par seize entrepreneurs, en 1934, pour permettre aux entreprises membres de se faire crédit entre elles. Il regroupe aujourd'hui septante-cinq mille membres et est utilisé par un quart des entreprises

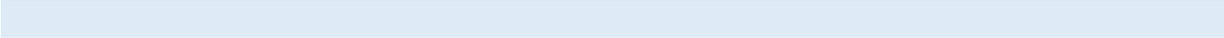
du pays. Les échanges se font en utilisant une monnaie dont l'unité est équivalente au franc suisse, mais dont la création ne dépend pas de la Banque centrale. Des études sur l'impact macroéconomique du WIR démontrent qu'il aide à stabiliser l'économie suisse. Pourquoi ? Parce que chaque fois qu'il y a une récession en Suisse, le volume de WIR et le nombre de participants augmentent. Et chaque fois qu'il y a un boom économique, ils retombent. Le WIR fonctionne de façon contre-cyclique avec l'économie normale."

Monnaies et archétypes culturels

Bernard Lietaer s'est intéressé à de nombreux aspects de nos systèmes monétaires. Dans cet ouvrage récemment traduit en français, il montre que les systèmes monétaires sont liés aux archétypes culturels d'une société. L'une des thèses centrales du livre est le fait que les sociétés à tendance patriarcale mettent en place des monnaies centrales - qu'il appelle des monnaies de type *yang*, basées sur la rareté et favorisant l'efficacité, la compétition - tandis que les sociétés matrifocales, où la féminité est mieux représentée, fonctionnent davantage en équilibre avec des systèmes duals, c'est-à-dire où plusieurs monnaies existent en parallèle. Or ces systèmes ont toujours fait preuve d'une meilleure capacité de résilience. Bernard Lietaer plaide, non pas pour l'abandon des monnaies *yang*, mais pour la coexistence de celles-ci avec des monnaies qu'il appelle *yin*, autrement dit des monnaies qui favorisent la collaboration, les échanges, la communauté. Le mouvement d'émergence des monnaies complémentaires - locales, sociales - manifeste, selon lui, une tendance à redonner de la place à des archétypes "féminins" après des siècles de domination patriarcale - avec ses attributs de maîtrise et d'exploitation de la nature. Ces quelques lignes sont évidemment un résumé à l'extrême des cinq cents pages de démonstration de Bernard Lietaer, tout à fait passionnantes.

Bernard Lietaer, *Au cœur de la monnaie*, éditions Yves Michel, 2011. Disponible à la librairie de *Nature & Progrès* : 081/32.30.51. 24 euros (21,60 pour les membres).

BIBLIOGRAPHIE

- *Guide pratique des monnaies complémentaires*, Réseau Financement Alternatif, 2013.
 - *Diversifier les monnaies pour éviter les crises*, entretien avec Bernard Lietaer, dans *L'Écho*, 20 février 2010.
 - Jean-Yves Buron et Isabelle Franck, *Monnaies locales : quand l'euro ne suffit plus*, analyse Vivre-Ensemble Éducation, mars 2013.
 - Thaddée Dubois, *Quand les citoyens battent monnaie*, analyse Barricade, 2011.
 - Camille Meyer, *Les monnaies locales comme outil de résilience territoriale*, analyse Barricade, 2012.
 - Bernard Lietaer et Margrit Kennedy, *Monnaies régionales. De nouvelles voies vers une prospérité durable*, éditions Charles Léopold Mayer, 2008.
- 

CONCLUSION - VERS UNE MONNAIE VALÉRIANE ?

Réfléchissons un instant à l'intérêt, pour *Nature & Progrès*, de créer ce qui pourrait être une "monnaie de la bio", une monnaie qui stimulerait, par exemple, les échanges au salon Valériane... Permettrait-elle vraiment de recentrer les échanges et les valeurs au sein du réseau tissé autour de *Nature & Progrès*, entre les différents Groupements d'achats qui ne se connaissent pas, entre les différents salons, entre les différents producteurs ? Ne resterait-on pas là dans un milieu de convaincus qui se connaissent déjà très bien et ont déjà de nombreux échanges entre eux ? Sans doute ! Et d'autre part, nos amis exposants étrangers ne trouveraient aucun intérêt à la manœuvre...

Ne serait-il pas, dès lors, plus intéressant de mettre l'accent, par la monnaie, sur des critères de production plus spécifiquement bio et wallons ? Oui, mais est-il vraiment opportun qu'une monnaie travaille comme une sorte de label ? Une monnaie, pour bien fonctionner, a besoin d'un réseau, le plus diversifié possible, afin de trouver des canaux de circulation multiples et aisés. Or, entre agriculteurs bio et consommateurs bio - et vice-versa -, on sera sans doute très vite bloqué. Une logique plus proche du bon d'achat - utilisable au salon Valériane ou chez tout producteur local *Nature & Progrès* - pourrait donc s'avérer plus intéressante. En acquérir reviendrait, pour le consommateur, à s'engager pour quelques dizaines d'euros et la chose prendrait tout son sens en couplant ces bons d'achats avec d'autres réseaux, d'autres services, ailleurs...

Et pourquoi ne pas imaginer de lancer des ponts entre de tels bons *Nature & Progrès* et des monnaies locales : les bons d'achat *Nature & Progrès* acceptés par les agriculteurs leur seraient, par exemple, échangés, non pas contre des euros, mais plutôt dans la monnaie de leur région, ces monnaies qui seraient, par exemple, acceptées et récoltées lors des activités et dans les salons de *Nature & Progrès* ? Le principe étant toujours d'ouvrir le système autant que possible, de créer un maximum de passerelles entre initiatives citoyennes étrangères entre elles afin de mettre le plus possible d'acteurs en relation. Des réseaux, plus transversaux, de producteurs ou de petits artisans pourraient d'ailleurs créer ces liens entre les diverses monnaies locales... Rien n'empêcherait de toute façon d'échanger directement ces monnaies entre elles puisqu'elles ont toutes la même parité. Le "touriste" de Louvain-la-Neuve qui viendrait passer le week-end en Gaume pourrait faire ses emplettes avec sa propre monnaie sans que cela ne désarçonne le moins du monde le commerçant local... D'accord, d'accord, on rêve un peu. Mais, au moins, on y pense...

Néanmoins la diversité des solutions est importante ; elle impose de bien étudier la solution qui s'adaptera le mieux à la réalité cernée et à l'effet recherché, elle impose de créer autour d'elle qualité, activité, collaboration et émulation. La monnaie locale et complémentaire peut contribuer à stimuler un dynamisme mais elle seule ne pourra évidemment pas suffire à l'engendrer, ni à réveiller un mort. Si la monnaie est, cela semble évident, un outil essentiel dans les échanges économiques, elle n'en demeure pas moins un élément parmi d'autres à mêmes de garantir à une communauté bien-être et prospérité...